

---

# Le Trans Saharan Gas Pipeline Mirage ou réelle opportunité ?

---

**Benjamin Augé**

*Mars 2010*

L'Ifri est, en France, le principal centre indépendant de recherche, d'information et de débat sur les grandes questions internationales. Créé en 1979 par Thierry de Montbrial, l'Ifri est une association reconnue d'utilité publique (loi de 1901). Il n'est soumis à aucune tutelle administrative, définit librement ses activités et publie régulièrement ses travaux. L'Ifri associe, à travers ses études et ses débats, et dans une démarche interdisciplinaire, décideurs politiques et économiques, chercheurs et experts à l'échelle internationale.

Avec son antenne de Bruxelles (Ifri-Bruxelles), l'Ifri s'impose comme un des rares *think tanks* français à se positionner au coeur même du débat européen.

*Les opinions exprimées dans ce texte  
n'engagent que la responsabilité des auteurs.*

Le programme Afrique subsaharienne est soutenu par :



ISBN : 978-2-86592-689-3  
© Tous droits réservés, Ifri, 2010

IFRI  
27 RUE DE LA PROCESSION  
75740 PARIS CEDEX 15 - FRANCE  
TÉL. : 33 (0)1 40 61 60 00  
FAX: 33 (0)1 40 61 60 60  
Email : [ifri@ifri.org](mailto:ifri@ifri.org)

IFRI-BRUXELLES  
RUE MARIE-THÉRÈSE, 21  
1000 - BRUXELLES, BELGIQUE  
TÉL. : 00 + (32) 2 238 51 10  
Email : [info.bruxelles@ifri.org](mailto:info.bruxelles@ifri.org)

Site Internet : [ifri.org](http://ifri.org)

# Sommaire

---

<b>INTRODUCTION .....</b>	<b>2</b>
<b>LE GAZODUC TRANSSAHARIEN : UN PROJET « MINE » .....</b>	<b>4</b>
<b>L'EPINEUSE QUESTION DES RESERVES DISPONIBLES .....</b>	<b>7</b>
<b>LES DANGERS GEOPOLITIQUES DU TRACE .....</b>	<b>12</b>
<b>LA STRATEGIE AFRICAINE DU KREMLIN : L'ETOUFFEMENT DE L'UE ? .....</b>	<b>15</b>
<b>DES COMPAGNIES INTERNATIONALES AUX DISCOURS TACTIQUES .....</b>	<b>20</b>
<b>CONCLUSION.....</b>	<b>23</b>

## Introduction

---

Le continent africain possède 8 % des réserves gazières du monde. Sa relative faiblesse économique et l'absence presque totale de réseaux gaziers entraînent une consommation intérieure très réduite (quasi nulle en dehors de l'Algérie et de l'Égypte<sup>1</sup>) qui permet une importante capacité exportatrice de son gaz. Relier l'Afrique subsaharienne à l'Union européenne (UE) par un gazoduc est donc un projet économique assez logique. Les deux blocs intéressés en discutent avec de plus en plus d'intensité depuis le début des années 2000. La stratégie paraît a priori évidente. La zone européenne compte trois importants producteurs de gaz : Norvège (non-membre de l'UE mais associée étroitement à sa politique énergétique), Grande-Bretagne et Pays-Bas, avec respectivement une production de 99,2, 69,5 et 67,5 milliards de mètres cubes en 2008<sup>2</sup>. Toutefois, la production de la Norvège et des Pays-Bas va commencer à décroître dans quelques années ; celle de la Grande-Bretagne diminue déjà de façon significative depuis 2000 et les Britanniques importent actuellement un tiers de leur gaz pour leur consommation domestique (93,9 milliards de mètres cubes en 2008). Les importations de l'UE vont donc mathématiquement croître progressivement. Or, la crainte d'une dépendance au gaz russe<sup>3</sup> (aujourd'hui de 25 % en moyenne parmi les 27) dans un futur proche conduit l'Union à vouloir diversifier ses sources d'approvisionnement. Si aucune diversification n'est mise en place, la Russie pourrait approvisionner quelque 70 % du marché européen (27 pays) d'ici à 2050.

La solution de multiplier les usines de regazéifications pour importer du gaz naturel liquéfié (*Liquefied Natural Gas*, LNG) est actuellement clairement privilégiée par plusieurs pays de l'Union : France, Italie, Espagne, Royaume-Uni, Pays-Bas, Pologne. Les pays du golfe Persique, l'Égypte, l'Algérie et les États-Unis approvisionneront ces nouvelles usines. Le Trans Saharan Gas Pipeline (TSGP) qui relierait le Nigeria au Niger et à l'Algérie, elle-même

---

*Benjamin Augé est doctorant à l'Institut français de géopolitique, université Paris 8.*

<sup>1</sup> En 2008, l'Algérie et l'Égypte ont consommé respectivement 25,4 et 40,9 milliards de mètres cubes par an. Ces deux pays représentent deux tiers de la consommation totale du continent. Chiffres : *BP Statistical Review of world Energy 2009*.

<sup>2</sup> *BP Statistical Review of world Energy 2009*.

<sup>3</sup> Cette crainte est accentuée par les récentes coupures d'approvisionnement pour l'Europe causées par les litiges sur les prix du gaz entre la Russie et l'Ukraine (actuellement principal passage du gazoduc entre les deux zones).

connectée à l'Espagne et à l'Italie par des gazoducs existants ou en construction, pourrait s'avérer un choix supplémentaire d'approvisionnement de long terme. Cependant, si ce gazoduc de 4 128 km considéré par le NEPAD<sup>4</sup> comme prioritaire n'est pas un rêve, ni même un défi du point de vue technique, plusieurs éléments financiers, sécuritaires et géopolitiques vont devoir trouver une solution avant une hypothétique prise de décision formelle de développement dans les prochaines années.

---

<sup>4</sup> NEPAD : New Partnership for Africa's Development. Cette initiative lancée en 2001 par cinq chefs d'État (Afrique du Sud, Algérie, Égypte, Nigeria, Sénégal) dans le cadre de l'Organisation de l'unité africaine (OUA), ex-Union Africaine (UA), visait à accélérer le développement économique de l'Afrique. Après quasiment dix ans d'existence, peu de résultats tangibles sont à mettre à son crédit.

## Le Gazoduc transsaharien : un projet « miné »

---

D'un coût estimé aujourd'hui à 21 milliards de dollars<sup>5</sup>, le projet du Trans Saharan Gas Pipeline (TGSP) ou *Nigal* (Nigeria/Algérie) a été formellement lancé en septembre 2001, par la signature d'un *Memorandum of Understanding* (MOU) entre le Nigeria et l'Algérie. Si l'idée de ce gazoduc a eu au départ du mal à émerger, c'est que ce MOU s'est inscrit dans une période où le cours du baril était très bas<sup>6</sup>, moins de 20 \$. À partir de 2003, une nouvelle séquence économique<sup>7</sup> voit croître les cours du pétrole et du gaz, jusqu'à atteindre 147 dollars par baril en juillet 2008. Le projet transsaharien attire alors une plus grande attention grâce aux revenus engrangés par les États producteurs et les compagnies pétrolières et suite à

---

<sup>5</sup> En 2001, lors du lancement du projet, le Nigeria et l'Algérie estimaient la construction du TSGP à 7 milliards de dollars. Depuis, tous les coûts des sociétés de service ont augmenté, accroissant la charge financière. Malgré une tendance à la baisse du prix des prestations de ce secteur depuis 2009, il est très improbable que les coûts des projets reviennent rapidement à leur niveau du début des années 2000.

<sup>6</sup> Jusqu'à l'été 2009, les prix du gaz suivaient ceux du pétrole avec un léger délai. La décorrélation actuelle entre les deux matières premières est due en partie à l'explosion des projets de gaz naturel liquéfié (en particulier au Qatar) qui fluidifient le marché. À cela s'ajoute une baisse conjoncturelle de la demande en gaz dans les pays OCDE, due à la crise économique de 2008-2009.

<sup>7</sup> Plusieurs phénomènes conjoints expliquent cette nouvelle phase. La Chine voit sa consommation pétrolière croître régulièrement depuis 1993, année à partir de laquelle ses productions charbonnières et pétrolières domestiques ne suffisent plus à couvrir ses besoins. En 2003, sa croissance augmente brutalement. La consommation pétrolière de la Chine passe ainsi de 5,8 millions de bpj à 6,7 de 2003 à 2004 (en 2008 l'économie chinoise a consommé 8 millions de barils par jour (bpj) et en 2009, elle est devenue le deuxième importateur mondial devant le Japon, juste derrière les États-Unis). Quant à l'Inde, entre 1998 et 2008, sa consommation est passée de 1,8 à 2,8 millions bpj pour une production locale en 2008 de seulement 883 000 bpj. En plus de ces deux nouveaux et importants demandeurs d'énergie sur le marché mondial, toutes les zones traditionnelles de consommation, dont les pays de l'OCDE, croissent entre 2003 et 2008. Les États-Unis, premier consommateur mondial, ont brûlé jusqu'à 21 millions de bpj en 2005 alors que leur production interne ne cesse de diminuer : 6,7 millions bpj en 2008. Dans le même temps, plusieurs gros producteurs comme l'Iran, le Mexique, le Venezuela et les pays du golfe Persique voient leur consommation interne croître continuellement, réduisant leur capacité exportatrice. Ces phénomènes réunis, s'ajoutant aux multiples problèmes géopolitiques – Venezuela (grève à la PDVSA), Russie (différends avec l'Ukraine), Irak (guerre), Arabie Saoudite (attaques terroristes), Nigeria (insécurité dans la région du Delta) –, encouragent la spéculation. Les prix en 2008 culminent alors à des sommets jamais atteints (147 dollars), même lors du deuxième choc pétrolier en 1980 (80 dollars, en valeur constante).

l'accroissement de la consommation de gaz dans la zone européenne. En 2009, cependant, la consommation européenne a chuté du fait de la crise économique, et sa croissance énergétique pourrait rester atone pendant plusieurs années.

Le TSGP a d'abord été un projet bilatéral, avec des réunions entre les deux acteurs principaux, Nigeria et Algérie. En janvier 2002, une commission mixte, le *Steering Committee*, est créée à Abuja lors d'un voyage officiel du président algérien Abdelaziz Bouteflika au Nigeria. Le *Steering Committee* est le lieu où les ministres du Pétrole et de l'Énergie prennent officiellement les décisions importantes (équivalent de la Conférence pour l'Organisation des pays producteurs de pétrole - OPEP). Le Comité des sponsors regroupant les sociétés pétrolières nationales, et le Comité des experts permettant aux spécialistes nationaux de trancher les problèmes techniques, préparent et « déminent » le cas échéant tous les différends. Le *Steering Committee* ne fait ainsi qu'avaliser des décisions déjà négociées à l'avance. En mai 2002, une société est créée à Londres entre la Sonatrach algérienne et la Nigerian National Petroleum Corporation (NNPC) pour porter financièrement le projet. Elle n'a pour le moment pas démontré son utilité.

Les réunions au plus haut niveau sont peu fréquentes : il faut attendre mars 2003 pour la deuxième rencontre du *Steering Committee* et février 2008 pour la troisième. C'est lors de cette troisième réunion, à Abuja en 2008, que la République du Niger est officiellement intégrée au projet. La plus grande part du travail d'avancement est réalisée par le Comité des experts, mais aucun communiqué n'est diffusé en fin de réunion. Ce Comité s'est déjà réuni plus d'une dizaine de fois. Sa première décision importante, favorisée par la bonne conjoncture des prix du gaz, a été de confier à un cabinet de consultants la conduite d'une étude de faisabilité du TSGP.

La sélection du cabinet, annoncée pour la fin 2004, a lieu le 7 mai 2005 en faveur des Britanniques Penspen et IPA Energy. Leur rapport, rendu en mai 2006, conclut que le projet est techniquement faisable et économiquement viable. Ils proposent deux options : un gazoduc capable de transporter 20 milliards de mètres cubes par an ou un autre avec une capacité de 30 milliards de mètres cubes.

Le tracé proposé ferait partir le gazoduc transsaharien de la région du Delta du Niger, près de la ville de Warri (Sud-Est du Nigeria), où est située la plus grande partie des réserves. Il passerait ensuite par la plus grande ville du Nord du Nigeria, Kano (couvrant ainsi plus de 1 000 km dans ce pays). Il traverserait ensuite le Niger sur 841 km en passant par la ville de Zinder au Sud puis par la ville d'Agadez (région septentrionale). Évidemment, le gazoduc ne traverserait pas directement ces villes, mais il s'en approcherait, dans l'hypothèse d'un approvisionnement des concentrations urbaines proches de son parcours, ce qui n'est pas encore décidé. Si tel n'était pas le cas, d'un point de vue purement financier, il serait préférable pour les promoteurs d'éviter les villes. Le TSGP parcourrait ensuite le

territoire algérien sur près de 1 500 km en passant aux alentours de la ville de Tamanrasset (aucun contournement de la chaîne de montagne du Hoggar n'étant actuellement prévu) avant de rejoindre le nœud gazier de Hassi R'mel (région septentrionale en plein désert du Sahara). Le gazoduc serait ensuite relié à l'Europe grâce à un des gazoducs en construction partant de Hassi R'mel comme le *Medgaz* qui reliera l'Algérie à l'Espagne ou le *Trans-Mediterranean* (appelé depuis 2000 Enrico Mattei) qui relie déjà l'Algérie à l'Italie via la Sicile depuis 1983 ou le *Maghreb Europe Gas Pipeline* entre l'Algérie et l'Espagne (appelé aussi Pedro Duran Farrell)<sup>8</sup>. La longueur du gazoduc en Algérie pour rejoindre les côtes sera donc de près de 2 300 km.

Depuis la remise du rapport, le projet n'a pas beaucoup avancé sur les points clés comme le choix définitif du tracé et des contractants, le financement, et la sécurité. L'ancien commissaire à l'Énergie de l'UE, Andris Pielbags<sup>9</sup>, a annoncé lors d'un passage à Abuja en septembre 2008 que l'Europe était prête à financer d'autres études de faisabilité. Cependant, aucune décision effective n'a été prise, alors que l'échéance de mise en service en 2015-2016 est toujours martelée dans les communiqués officiels depuis le lancement du projet. Le 3 juillet 2009, les trois ministres du Pétrole et de l'Énergie du Nigeria, du Niger et de l'Algérie ont signé à Abuja l'accord intergouvernemental sur le développement du TSGP. Celui-ci donne le feu vert des trois gouvernements pour la mise en développement du projet. Il n'y a donc, en théorie, plus de litige entre les promoteurs. Mais malgré la volonté affichée des trois acteurs, le projet a encore devant lui une multitude d'obstacles à surmonter.

---

<sup>8</sup> À plus long terme, le gazoduc *Galsi* entre l'Est de l'Algérie, la Sardaigne et l'Italie exportera le gaz algérien vers l'Europe. Selon le *Journal officiel* français du 10 janvier 2010, le *Galsi* devrait également passer par la Corse.

<sup>9</sup> Depuis 2010, il est le nouveau commissaire au Développement.



## L'épineuse question des réserves disponibles

---

L'une des principales raisons de la lenteur du développement du projet est le doute qui pèse sur les réserves de gaz disponibles<sup>10</sup> dans le Delta du Niger. Les responsables de la Sonatrach algérienne ont demandé, lors de plusieurs réunions en 2008, à ce que le Nigeria procède à une étude, menée par un cabinet indépendant, sur l'étendue de ses réserves<sup>11</sup>. Cette demande a été rejetée par les officiels nigériens, arguant du fait que les estimations des réserves disponibles dans le Delta — 184 trillions de pieds cubes — sont déterminées, non pas par l'État, mais par les compagnies pétrolières privées qui exploitent les hydrocarbures de la région depuis plus de cinquante ans. Cet épisode a refroidi les relations entre les deux promoteurs du projet qui ont décidé d'écarter cette question lors de la réunion d'Alger en juillet 2008, au cours de laquelle les différends semblent s'être momentanément aplanis. Cependant, les doutes sont bel et bien présents. Or, il est impossible d'investir sur un projet d'une telle ampleur sans une certitude sur les réserves. Mais plus que les réserves elles-mêmes, c'est leur exploitabilité qui est réellement en jeu.

La région du Delta est le théâtre depuis 2006 d'un accroissement des vandalismes et pirateries du fait des actions du Movement for the Emancipation of the Niger Delta (MEND). Ce mouvement fonctionne comme une fédération de groupuscules dont les combattants sont équipés en armes et en moyens de transport de dernière génération (bateaux ultrarapides). Ils peuvent atteindre aisément les plateformes offshore les plus reculées, les vandalismes à terre sont donc encore plus faciles. Le MEND se caractérise par l'application d'un programme guerrier au but affiché de « détruire entièrement la capacité du gouvernement à exporter du pétrole afin d'en prendre le contrôle au détriment des sociétés pétrolières<sup>12</sup> ». Il est donc tout à fait différent des mouvements pacifistes des années 1990 comme le Movement for the Survival of the Ogoni People dont les principaux chefs ont été condamnés à mort en 1995 par le régime de Sani Abacha. Depuis sa première action radicale, l'assassinat de

---

<sup>10</sup> Les réserves disponibles sont celles qu'il est possible de mobiliser rapidement pour la production. Le Nigeria a des réserves prouvées très importantes, mais les investisseurs ont besoin d'avoir des certitudes sur la capacité immédiate d'extraction.

<sup>11</sup> *Africa Energy Intelligence*, numéro 600, 11 mars 2009.

<sup>12</sup> Benjamin Augé, « Pillage et vandalisme dans le Delta du Niger », *Hérodote*, 3<sup>e</sup> trimestre 2009.

neuf salariés de Saipem (ENI) à Port Harcourt en 2006, le MEND a réussi à faire chuter la production pétrolière de 2 millions de bpj (quota actuel du Nigeria à l'OPEP) à 1,2 million de bpj durant l'été 2009, au paroxysme de la violence. Le MEND n'a pas non plus épargné les infrastructures gazières en faisant sauter des gazoducs ou en kidnappant des techniciens en charge des usines de liquéfaction (Bonny Island en 2006). La grande force du MEND est d'être capable, même sans utiliser les importants moyens dont il dispose, de bloquer concomitamment la production de plusieurs champs. Ses chefs sont conseillés par des techniciens pétroliers nigériens, capables de déterminer où les installations sont vulnérables et où « frapper » pour causer le plus de dégâts. À la suite de l'annonce par le gouvernement du président Umaru Yar'Adua de l'ouverture d'un processus d'amnistie, les membres du MEND ont décrété un cessez-le-feu illimité à partir du 4 octobre 2009, qui a cependant été rompu le 30 janvier 2010. La menace plane donc toujours. Même en cas de signature d'un accord « définitif » entre les rebelles du MEND et le gouvernement nigérien dans le courant de l'année 2010, rien ne garantira un accès continu des sociétés gazières aux réserves de gaz du Delta pour approvisionner le TSGP. En cas de désaccord, même ponctuel, sur la gestion pétrolière, le MEND peut agir à nouveau comme il l'a fait par exemple en décembre 2009 en vandalisant un oléoduc dans l'État de Rivers<sup>13</sup>. Le MEND a d'ailleurs explicitement menacé de s'en prendre au TSGP à plusieurs reprises, comme en février ou juillet 2009<sup>14</sup>. Sans un profond changement de politique de développement dans cette région<sup>15</sup>, les réserves gazières et pétrolières resteront toujours entre parenthèses, c'est-à-dire sujettes à des arrêts d'exploitation au moins temporaires. Cette appréciation est valable pour tous les projets de développement d'hydrocarbures dans la région. Certains individus se réclamant du MEND utilisent le mouvement à des fins crapuleuses et instrumentalisent le sous-développement de la région pour leur enrichissement personnel. Ils s'enrichissent grâce au vol de multiples cargaisons de brut grâce à la complicité de certains militaires haut placés. Le mouvement peut aussi s'avérer un formidable tremplin politique pour les leaders du Delta qui le défendent publiquement. L'arrivée à la tête du pays début février 2010 de l'ex-vice président

---

<sup>13</sup> *Africa Energy Intelligence*, numéro 619, 6 janvier 2010.

<sup>14</sup> *Oil and Gas Journal*, 13 juillet 2009.

<sup>15</sup> Outre la proposition d'amnistie du président nigérien, un nouveau ministère chargé uniquement de la région du Delta a été créé en décembre 2008. Celui-ci doit mener une tâche quasi insurmontable du fait de son faible budget : il doit en effet améliorer l'économie de la région en finançant des projets d'infrastructures, faciliter la création d'emplois, en particulier pour les jeunes, etc. Ce ministère vient aussi se rajouter à la commission chargée du développement de la région du Delta, la *Niger Delta Development Commission* (NDDC). Créée en 2000 par l'ex-président Olusegun Obasanjo, elle souffre elle aussi d'un budget bien trop faible : 314 millions de dollars pour l'année 2009. L'accumulation de commissions et d'organismes chargés du Delta disperse les moyens et les investissements et ne permet pas d'avancer sur les problèmes essentiels d'une région qui compte près de 30 millions d'habitants.

Goodluck Jonathan en tant que président par intérim, suite à l'hospitalisation du président en titre Umaru Yar'Adua en Arabie Saoudite de novembre 2009 au 25 février 2010, pourrait peut-être changer la stratégie de l'État fédéral envers cette région et le problème de la gestion des hydrocarbures. Jonathan est en effet issu de l'État pétrolier de Bayelsa où il a précédemment été gouverneur (Umaru Yar'Adua, quant à lui, est issu de l'État de Katsina au Nord du pays, dépourvu de pétrole).

Les cadres de la Sonatrach cachent mal leurs craintes concernant la disponibilité des réserves du Delta du Niger du fait des risques quotidiens de vandalisme. Mais la Sonatrach se fait également l'écho du rapport de Penspen qui demandait aux promoteurs du TSGP de prioriser les projets de gaz naturel liquéfié (GNL) dans le Delta. Actuellement, trois usines gazières sont en projet : OK LNG (programme mené par Chevron et Shell, reporté), Brass LNG (décision de mise en développement par la société italienne ENI repoussée depuis plusieurs années), Escravos GTL (mise en service prévue en 2012). À ces projets qui demandent, pour chacun d'entre eux, des milliards de dollars d'investissement et d'importantes quantités de gaz, il faut ajouter l'accroissement de la consommation locale en gaz qui n'est pas satisfaite. Or, cette donnée va devenir une priorité dans la prochaine loi pétrolière et gazière du Nigeria qui devrait être votée dans le courant 2010 (elle aussi est constamment repoussée). Cette nouvelle législation, dont l'un des principaux volets est consacré au gaz dans le document *Gas Masterplan*, devrait contraindre toute compagnie voulant exploiter un nouveau champ gazier à élaborer des projets pour approvisionner les centrales électriques locales. Cette volonté se justifie amplement du point de vue économique. Depuis plusieurs années, les cinq centrales électriques nigérianes au gaz à Lagos, Egbin, Afam (Port Harcourt), Geregu (Kogi) et Sapele (Delta) sont contraintes de fonctionner au ralenti du fait d'une pénurie de gaz. La société nationale d'électricité Power Holding Company of Nigeria (PHCN) a encore rappelé en décembre 2009 que, faute de gaz en quantité suffisante<sup>16</sup>, il avait été impossible d'atteindre l'objectif de production de 6 000 MW promis par le président Umaru Yar'Adua<sup>17</sup>.

Dans cette énumération de projets gaziers, il ne faut pas oublier le gazoduc du West African Gas Pipeline (WAGP)<sup>18</sup> qui

<sup>16</sup> *African Energy*, numéro 178, janvier 2010.

<sup>17</sup> Le Nigeria produisait, à la fin 2009, 3 000 MW, soit quinze fois moins que l'Afrique du Sud.

<sup>18</sup> Ce gazoduc de 620 kilomètres relie Lagos, la capitale économique du Nigeria, au Bénin, au Togo et au Ghana. L'investissement global dans le gazoduc a été d'un milliard de dollars. Sa construction a été menée par un consortium de sociétés dont le chef de file est la société américaine Chevron-Texaco. Le WAGP a connu de nombreux retards du fait notamment du vandalisme du gazoduc ELPS dans le Delta du Niger, endommagé par le MEND en mai 2009. Le WAGP devrait à terme transporter 30 millions de pieds cubes par jour. Ce gazoduc pourrait, selon les autorités ivoiriennes, faire l'objet d'une extension jusqu'à Abidjan.

devrait être mis en service dans le courant de l'année 2010. Après plusieurs reports, celui-ci va, lors de sa mise en gaz, peser également sur les quantités disponibles dans le Delta. La multiplication de ces projets de GNL ou de mobilisation d'une partie des réserves gazières par gazoduc au Nigeria fait donc logiquement peur aux Algériens.

L'autre problème majeur est l'accroissement des coûts de construction dans l'industrie pétrolière. Les coûts des sociétés de service ont augmenté depuis le début des années 2000 ; les projets ont parfois été conçus sur la base d'un certain prix et, lorsque la décision de développement a été prise, ont dû faire face à des besoins d'investissements considérablement accrus. D'autre part, les raisons du report des projets de liquéfaction par les sociétés pétrolières privées doivent faire réfléchir les partenaires du TSGP. Pourquoi des sociétés pétrolières voudraient-elles investir dans le TSGP alors qu'elles reportent constamment leurs usines de liquéfaction, moins coûteuses, dans la même zone ? Les investisseurs attendent clairement que des améliorations notables redonnent confiance dans l'avenir.

Afin de répondre en partie à ces multiples projets, l'État nigérian compte sur l'arrêt progressif du torchage du gaz<sup>19</sup> pour approvisionner les nouvelles usines. Cependant, le gouvernement nigérian, qui a officiellement interdit le torchage en 1984, n'a jamais eu la volonté de contraindre les sociétés à construire les réseaux nécessaires à la récupération du gaz. Un nouveau délai a été discuté en fin d'année 2009 au Parlement nigérian, les compagnies privées plaidant pour 2013 et les parlementaires pour 2011. La seule mesure coercitive efficace serait l'interdiction de produire jusqu'à la création effective d'un réseau, mais le Nigeria ne peut absolument pas se le permettre financièrement. Plus de 90 % des exportations de l'État fédéral sont le résultat de la vente des hydrocarbures. Les vandalismes lui amputent déjà suffisamment ses recettes. Le Nigeria détient aujourd'hui les premières réserves gazières d'Afrique, devant l'Algérie, mais du fait de ce torchage massif du gaz associé, il n'arrive qu'à la troisième position pour la production (avec 35 milliards de mètres cubes), après l'Égypte (58,9) et l'Algérie (86,5)<sup>20</sup>.

En dehors des griefs de la Sonatrach envers la NNPC sur la question essentielle des réserves, le Niger, depuis son entrée dans le

---

<sup>19</sup> Le torchage consiste à brûler le gaz associé au pétrole. Tous les champs pétroliers contiennent aussi une quantité plus ou moins importante de gaz. Afin d'éviter de construire un réseau gazier coûteux, les sociétés pétrolières opératrices ont, depuis le début de la production pétrolière au Nigeria en 1958, décidé de brûler le gaz associé. On estime à 70 millions de m<sup>3</sup> par jour le volume de gaz brûlé au Nigeria, ce qui équivaut à 2 ou 3 milliards de dollars de recettes par an en moins pour l'État, selon les chiffres donnés par le vice-président Goodluck Jonathan en 2008. Le Nigeria est, en partie du fait ce phénomène, le plus gros pollueur du continent.

<sup>20</sup> *BP Statistical Review of World Energy 2009.*

projet, a également fait plusieurs remarques importantes à ses homologues. Lors des réunions du Comité des experts en septembre 2009 à Niamey, et un mois plus tard à Alger, la NNPC a proposé, au lieu de construire un nouveau réseau, d'utiliser les réseaux déjà construits au Nigeria (entre la région du Delta et le Nord du pays). Cette solution aurait le grand avantage de faire baisser considérablement le coût total du projet. Cependant, le Niger n'a aucune infrastructure gazière, et aurait, dans ce cas, à payer des royalties à son partenaire pour l'utilisation de son réseau. De plus, il n'est pas garanti que les gazoducs existants au Nigeria, en service depuis plusieurs dizaines d'années, soient en état de transporter, en toute sécurité, la quantité de gaz nécessaire vers l'Europe pendant trois décennies (durée de vie minimale prévue du TSGP). Cette proposition d'un des promoteurs originels du projet cache mal une grande difficulté à trouver les financements pour financer le TSGP. La crise financière qui a commencé en 2008 et qui a connu son apogée en 2009 a encore aggravé l'exercice. Le Niger négocie avec ces deux partenaires pour que des études indépendantes soient menées sur la fiabilité des réseaux du Nigeria.

## Les dangers géopolitiques du tracé

---

En dehors de la menace du MEND et des autres groupes de la région du Delta, à prendre au sérieux, le tracé privilégié par le cabinet Penspen va devoir emprunter d'autres zones très difficilement contrôlables du fait de leur très faible densité de population, en particulier au Niger et en Algérie, majoritairement désertiques. Deux menaces principales sont à prendre en compte : les Touaregs au Niger et l'ancien Groupe pour la prédication et le combat (GSPC) devenu, en 2007, Al-Qaida au Maghreb islamique (AQMI), avec originellement l'Algérie comme base principale.

Les Touaregs sont localisés majoritairement dans le Nord du Niger, précisément dans la région d'Agadez où le gazoduc devrait passer. Depuis les années 1990, ils luttent contre le gouvernement du Niger pour que leur région ne soit pas laissée de côté en termes d'infrastructures et de développement. Dans le même temps, ils ont profité de cette quasi-absence d'État dans leur zone pour développer des petits trafics de marchandises, très difficiles à évaluer en volume. De 2007 à octobre 2009, la rébellion s'est renforcée avec la création d'un nouveau groupuscule : le Mouvement des Nigériens pour la justice (MNJ)<sup>21</sup>. Pour faire pression sur Niamey, cette organisation a tué près de 80 soldats nigériens par l'utilisation de mines et d'attaques directes contre des casernes. Une médiation libyenne a permis la signature d'un accord en octobre 2009 et l'acceptation d'un cessez-le-feu par les deux parties, symbolisé par plusieurs cérémonies de remises d'armes. Le ministre de l'Intérieur nigérien Albadé Abouba s'est engagé à réintégrer les rebelles touaregs dans l'État et à mieux s'occuper économiquement de la région d'Agadez dans l'avenir. Bien que l'État ait choisi au départ la fermeté face aux Touaregs, ces derniers ont quand même réussi à acculer le gouvernement à la négociation. Cette zone à l'importance stratégique renferme l'immense mine d'uranium d'Imouraren, exploitée par les Français d'Areva, et une partie du pétrole du pays : la compagnie chinoise China National Petroleum Corporation (CNPC) y explore actuellement plusieurs périmètres<sup>22</sup>. Les principaux mouvements

---

<sup>21</sup> Voir F. Bouhlei-Hardy, Y. Guichaoua, A. Tamboura, *Crises touarègues au Niger et au Mali*, Ifri, séminaire du 27 novembre 2007, [www.ifri.org/downloads/Sem\\_crisestouaregues\\_FR.pdf](http://www.ifri.org/downloads/Sem_crisestouaregues_FR.pdf).

<sup>22</sup> La compagnie nationale chinoise CNPC a pu reprendre ses travaux d'exploration sur le champ de Ténéré après que le président nigérien, Mamadou Tandja, a levé l'interdiction d'explorer la zone le 27 novembre 2009. Depuis 2007, un document

touaregs des années 1990, comme le Front patriotique nigérien (FPN) et le Front des forces pour le redressement (FFR), ont accepté l'accord d'octobre 2009. Cependant, rien n'interdit de penser que si les résultats du processus de réintégration déplaisent à une faction, la rébellion ne repartirait pas aussitôt sous un autre nom. Le TSGP pourrait être un bon prétexte pour exiger plus du gouvernement. Il faudrait peu de moyens pour vandaliser un gazoduc impossible à protéger sur les 844 kilomètres de son tracé sur le territoire nigérien. En tout cas, les autorités nigériennes devront négocier avec les Touaregs et les communautés locales pour le passage du gazoduc sur leurs terres. Au cas où une faction ne serait pas satisfaite d'un accord avec Niamey sur les retombées financières du TSGP, une nouvelle instabilité serait à craindre.

Le cas d'AQMI est également pris très au sérieux par l'Algérie où plusieurs attentats meurtriers et kidnappings ont eu lieu depuis 2007. Tous les pays de la région sont confrontés avec plus ou moins d'intensité aux actions d'AQMI, comme la Mauritanie où son action a commencé avec le meurtre de quatre Français en décembre 2007 et le Mali qui a connu de nombreux enlèvements avec demande de rançon. Ce mouvement aurait des centres d'entraînement dans cette zone désertique aux confins de l'Algérie, du Mali et de la Mauritanie. Les services de renseignement français et américains y font, à ce titre, des repérages réguliers depuis 2007<sup>23</sup>. Cette zone est d'autant plus surveillée qu'elle est propice au trafic de drogue pour les mêmes raisons qu'au Niger : contrôle insuffisant des États par manque de moyens et immensité des zones à surveiller. Nombre de communiqués de l'AQMI sont dirigés contre les ressortissants français mais, dans les faits, ses actions visent tous les Occidentaux, ainsi que les militaires des pays où le mouvement est implanté. AQMI connaît mieux que personne le Sud de l'Algérie où le gazoduc transsaharien doit nécessairement passer. Si, en Algérie, AQMI n'a jamais officiellement menacé la construction du TSGP, il est à craindre que cette relative quiétude change avec l'éventuel début des travaux. La *major* française Total a fait publiquement part de son intérêt pour ce projet en mai 2009<sup>24</sup> ; le gazoduc pourrait devenir un symbole fort des intérêts français en Algérie et serait ainsi doublement visé.

---

interdisant d'explorer cette région était signé par le président de la République tous les trois mois à la lumière des activités des Touaregs.

<sup>23</sup> Les États-Unis vont plus loin que les simples repérages. Le Pentagone a consacré quelque 436 millions de dollars entre 2005 et 2009 au programme *Operation Enduring Freedom-Trans Sahara* (OEF-TS), lui-même précédé par la *Trans-Sahara Counterterrorism Initiative* (TSCTI) lancée en 2005 et la *Pan Sahel Initiative* (PSI) en 2002. Près de 170 soldats américains ont notamment formé à la lutte contre le terrorisme les armées des différents pays impliqués dans le programme OEF-TS : Algérie, Mali, Mauritanie, Tchad, Burkina-Faso, Sénégal et Tunisie. Les États-Unis considèrent cette zone comme le troisième foyer terroriste le plus dangereux après l'Irak et l'Afghanistan.

<sup>24</sup> *Africa Energy Intelligence*, numéro 605, 27 mai 2009.

Malgré ces menaces, une sorte de « soft power » de ce grand projet géopolitique fonctionne auprès d'autres pays de la région. Le Mali qui n'est pas, à priori, sur le tracé du TSGP, prépare activement depuis l'été 2009 un argumentaire pour convaincre ses homologues nigérian et algérien de l'intégrer dans l'aventure<sup>25</sup>. L'Autorité pour la promotion de la recherche pétrolière (AUREP) au Mali a commandé en septembre 2009 un rapport de préfaisabilité à la compagnie canadienne ERCO Worldwide, dont les conclusions ont été rendues au Mali en fin d'année 2009. ERCO conclut qu'il y aurait un faible mais réel avantage comparatif en faveur d'un tracé passant par le Mali<sup>26</sup>. Pour en arriver à cette conclusion, les Canadiens ont dû comparer le relief du territoire malien à celui du Nord du Niger, pouvant justifier un changement de tracé. ERCO a également dû se prononcer sur le potentiel gazier du Mali, dont une partie pourrait être injectée dans le TSGP. La Société financière internationale, filiale privée de la Banque mondiale, a également été sollicitée par Bamako pour participer à l'actionnariat du TSGP. Le président nigérian Umaru Yar'Adua s'est dit prêt dès novembre 2009 à rencontrer le président malien Amadou Toumani Touré. Mais, comme nous l'avons mentionné plus haut, de novembre 2009 à février 2010, Umaru Ya'Adua était hospitalisé en Arabie Saoudite pour un problème de cœur, bloquant toute discussion. Quant à Abdelaziz Bouteflika, il a réagi fin décembre 2009 à la proposition malienne par l'intermédiaire d'une lettre signée de son ministre du Pétrole Chakib Khelil, qui devrait se rendre bientôt à Bamako pour en discuter avec le président malien. Il est cependant très improbable que le Mali soit un jour impliqué dans ce projet. Les réserves gazières du pays y sont pour le moment inconnues, aucun forage n'y a été effectué depuis les années 1990<sup>27</sup>. De plus, le passage par son territoire impliquerait selon plusieurs spécialistes interrogés une hausse des coûts de construction du gazoduc. Il est très improbable que le Mali arrive à lever des fonds pour un gazoduc qui n'est pas du tout dans la priorité des bailleurs traditionnels. Le projet semble déjà difficile à trois acteurs, un quatrième ne ferait que le compliquer davantage. Dernier élément qui ne plaide pas en faveur de la proposition malienne : les offensives répétées de l'armée algérienne contre AQMI depuis trois ans ont conduit un grand nombre de combattants à trouver refuge dans le Nord du Mali. Les relations entre Algérie et Mali se sont d'ailleurs considérablement dégradées en grande partie à cause de ce sujet.

---

<sup>25</sup> *Africa Energy Intelligence*, numéro 615, 4 novembre 2009.

<sup>26</sup> ERCO, étant mandaté par l'État malien, serait en position délicate si ses conclusions étaient différentes.

<sup>27</sup> Les espoirs du Mali reposent sur le futur forage de Sipex (filiale à l'étranger de la Sonatrach algérienne) dans le bloc 20 du bassin sédimentaire de Taoudeni (partagé entre le Mali, la Mauritanie et l'Algérie). Ce forage a été reporté au mois de juillet 2010. Ce report tient principalement au fait que Sipex attend les résultats du forage entrepris depuis la fin de l'année 2009 par Total en Mauritanie sur le même bassin sédimentaire.



## La stratégie africaine du Kremlin : l'étouffement de l'UE ?

---

Lors du sommet de Paris de septembre 2000, l'Union européenne a entamé avec la Russie un nouveau dialogue sur l'énergie. L'un des buts de cette rencontre était de se concerter sur la réponse à donner à l'augmentation rapide de la demande énergétique dans la zone UE et en particulier celle du gaz. Il y avait à l'époque une totale confiance entre les deux blocs. La question était de savoir si la Russie accepterait et aurait les moyens de répondre aux besoins européens. En effet, la dépendance de l'UE vis-à-vis de la Russie va devenir écrasante si aucun changement de politique énergétique n'est opéré. Le ministère russe de l'Énergie indique même que l'UE dépendrait à 70 % de la Russie pour son gaz d'ici à 2050 (pourcentage à peine exagéré si rien ne change). Plusieurs gazoducs sont actuellement en construction pour permettre à l'UE, dont la consommation augmenterait considérablement à moyen terme, d'obtenir suffisamment de gaz de la Russie<sup>28</sup>. C'est le cas notamment du North European Gas Pipeline acté par la signature d'un contrat en 2005 entre la Russie et l'Allemagne.

Le problème actuel entre les deux blocs provient de la récente baisse de confiance de l'UE envers la Russie<sup>29</sup>, suite à la baisse momentanée des approvisionnements gaziers russes en 2006 et en 2009, due à un différend avec l'Ukraine<sup>30</sup>. L'Ukraine est actuellement le passage quasi obligé pour l'entrée du gaz russe en Europe, 80 % des importations du gaz russe à destination de l'Europe passant par

---

<sup>28</sup> Projet Nord Stream.

<sup>29</sup> Voir l'étude détaillée de Susanne Nies, *L'Ukraine, un pays de transit dans l'impasse*, Paris, Ifri, décembre 2009.

<sup>30</sup> La Russie exigeait de l'Ukraine qu'elle paie, à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2006, le même prix que l'UE, soit à l'époque 220 dollars les 1 000 mètres cubes, alors qu'elle ne s'acquittait que du quart jusqu'alors. Finalement l'Ukraine obtiendra de Gazprom une augmentation graduelle : 95 dollars en 2006, 130 en 2007 et 179 en 2008. Actuellement, l'Ukraine paie son gaz plus cher que l'Europe. Avant 2006, l'Ukraine profitait d'un tarif préférentiel du fait de la relation privilégiée entre les deux États issus du bloc soviétique. L'élection fin 2004 à la tête de l'Ukraine du candidat soutenu par nombre de pays occidentaux, Victor Iouchtchenko, a fait évoluer la donne géopolitique. À la suite de cette élection, la Russie a traité l'Ukraine comme un client beaucoup moins privilégié. Malgré l'arrivée en février 2010 du candidat pro-russe au pouvoir à Kiev, Viktor Ianoukovitch, le Kremlin ne va sans doute pas revoir sa politique visant à faire payer à l'Ukraine un prix proche de celui du marché, en particulier après que la Russie a connu une décroissance de 8 % en 2009 (Fonds monétaire international).

son territoire. Déçue, l'UE a tiré de cet épisode la leçon d'une nécessaire diversification, à l'avenir, de ses sources d'approvisionnement, même si la Russie, par l'étendue de ses réserves, restera obligatoirement l'un des principaux fournisseurs européens<sup>31</sup>. C'est dans ce contexte de méfiance que l'UE montre peu à peu son intérêt pour le TSGP. Le précédent commissaire européen à l'Énergie, Andris Pielbags, a d'abord appuyé le projet lors d'une réunion concernant les futurs gazoducs entre l'Afrique et l'UE en novembre 2006 à Alger. Une réunion des ministres de l'Énergie des pays membres de l'Union s'est tenue le 18 décembre 2007, à Limassol, pour évoquer les priorités énergétiques du budget du programme euro-méditerranéen pour 2008/2013. A. Pielbags y a évoqué à nouveau, mais à une seule reprise, l'intérêt de l'UE pour le projet. C'est seulement le 11 septembre 2008 que l'UE a donné un signe plus volontariste avec la venue d'A. Pielbags à Abuja au Nigeria : le commissaire européen propose le financement de nouvelles études de faisabilité du gazoduc. Il suggère des pistes pour le financement du TSGP par l'intermédiaire de la Banque européenne d'investissement (BEI) ou l'EU Infrastructure Fund. Le 13 novembre 2008, la 2<sup>nd</sup> *Strategic Energy Review* qui adopte, pour deux ans, les priorités d'investissement en matière d'énergie de l'UE, ne fait qu'« examiner comment intégrer le TSGP<sup>32</sup> ». Le 22 janvier 2009, l'ambassadeur de la République tchèque au Nigeria, Jaroslav Siro, déclare publiquement l'intérêt de son pays pour le TSGP, « en particulier dans un contexte de crise Ukraine-Russie ». J. Siro exprime la position d'un pays approvisionné à 100 % en gaz par la Russie, comme la quasi-totalité des pays d'Europe de l'Est ; la République tchèque a donc un besoin impérieux de pousser l'UE à une diversification. Alors que rien de concret ne vient de Bruxelles, le ministre du Pétrole nigérian Rilwanu Lukman se rend dans la capitale européenne les 26 et 27 mars 2009 pour attirer à nouveau l'attention de l'Union sur le TSGP. Reçu poliment, il repart au Nigeria sans le moindre engagement.

Ces deux dernières années, l'UE montre de plus en plus d'intérêt, au moins en paroles, pour le TSGP, car de son côté, la Russie, avec son géant étatique gazier Gazprom, pose les jalons d'une coopération active avec le Nigeria et l'Algérie. La coopération avec l'Algérie commence par un accord avec la compagnie nationale Sonatrach signé en août 2006. Gazprom doit cependant attendre décembre 2008 pour la première concrétisation de cet accord, grâce à son entrée sur le champ d'El Assel. Or, c'est en grande partie grâce

---

<sup>31</sup> La Russie a conscience qu'une grande partie de ses rentrées de devises vient de la vente de gaz en Europe, elle ne peut donc pas se permettre de bloquer la distribution gazière pendant de longues périodes. Mais le simple fait qu'elle ait utilisé cette arme a fait réfléchir l'UE. Les économies des deux blocs sont cependant intrinsèquement liées : d'un côté l'UE besoin de gaz pour faire fonctionner son économie et de l'autre la Russie a besoin de vendre son gaz pour faire fonctionner l'État, en particulier en regard de son économie assez peu diversifiée.

<sup>32</sup> *Europe Information Service*, 13 novembre 2008.

aux assurances données par Gazprom au ministre algérien début 2008 sur la construction du TSGP que cette participation a pu être acquise. Pourtant, plusieurs voix se sont élevées contre l'arrivée de Gazprom en Algérie, comme celle du président de l'époque de Sonatrach, Mohamed Meziane. Ce dernier déclare en mars 2008 que Gazprom n'a rien fait en Algérie depuis la signature de son *Memorandum of Understanding* (MOU) et qu'il ne sera pas l'un des constructeurs du TSGP. Cette déclaration est décryptée par un quotidien russe comme une attaque anti-russe<sup>33</sup>. Cependant, M. Meziane ne posera plus de problème dans l'avenir pour les investissements russes en Algérie, puisqu'il a été démis de ses fonctions en janvier 2010 pour présomption de corruption<sup>34</sup>.

L'entrée au Nigeria a été encore plus laborieuse pour Gazprom. Après un premier voyage à Abuja du président Vladimir Poutine en 2007, une délégation de Gazprom se rend à Abuja en janvier 2008 pour proposer un partenariat énergétique. La société russe se déclare pour la première fois officiellement intéressée pour construire le TSGP. Un *MOU* très vague est signé en septembre 2008 entre Gazprom et la NNPC ; l'idée d'une collaboration dans l'exploration, la production et la distribution d'hydrocarbures dans le pays y est mentionnée. Il faut attendre le voyage officiel du nouveau président russe Dimitri Medvedev au Nigeria<sup>35</sup> fin juin 2009 pour qu'une joint-venture appelée Nigaz soit créée entre les deux sociétés nationales. Le projet prioritaire de Nigaz est la réalisation du premier tronçon du TSGP (qui partirait du Delta pour aller au nord du pays). Gazprom « séduit » le pouvoir nigérian en proposant, dès les premières négociations, de construire des réseaux pour récupérer le gaz torché par les sociétés qui exploitent les ressources du Delta. Ces réseaux permettraient notamment d'augmenter la capacité électrique des cinq centrales au gaz, proposition à laquelle les autorités nigérianes sont sensibles. Le chiffre de 2,5 milliards de dollars d'investissement global est régulièrement mis en avant par la partie russe pour montrer son engagement aux autorités nigérianes. Gazprom tente également, pour le moment sans succès, d'obtenir des champs gaziers en échange de ses bons offices sur la construction de réseaux gaziers.

La stratégie de Gazprom concernant le TSGP se comprend mieux en analysant ses activités avec les autres pays producteurs de la région du golfe de Guinée et de l'Afrique du Nord. Gazprom tente de circonscrire toute possibilité de diversification de l'Union

<sup>33</sup> *Nezavisimaya Gazeta*, 28 mars 2009. Quotidien russe plutôt à gauche sur l'échiquier politique.

<sup>34</sup> *Africa Energy Intelligence*, n°620, 19 janvier 2010.

<sup>35</sup> Durant son périple africain du 23 au 27 juin 2009, Dimitri Medvedev est également passé par l'Égypte (pour le gaz et la diplomatie régionale), la Namibie (uranium et construction d'une centrale électrique au gaz) et l'Angola. Dans ce dernier pays, plusieurs partenariats stratégiques ont été signés, notamment dans le secteur de l'énergie. L'Angola n'exporte pas encore de gaz et n'est donc pas encore une grande source d'inquiétude pour la Russie dans sa stratégie d'encercllement européen.

européenne. Le 17 octobre 2008, le président de Gazprom, Alexei Miller, se rend à Malabo en Guinée Équatoriale pour signer, comme au Nigeria, un autre MOU initiant une coopération, elle aussi peu précise, entre les deux États. On sait aussi que la Russie vise des prises de participation dans le deuxième train de liquéfaction de l'usine EG LNG. Les MOU avec le Nigeria, la Guinée Équatoriale et l'Algérie permettent à Gazprom d'espérer contrôler un jour une partie du gaz allant à l'Union européenne. Pour boucler sa stratégie, Gazprom a également mis un pied en Libye : A. Miller a proposé lors d'un voyage à Tripoli en juillet 2008 de construire des réseaux de gazoducs ainsi que des raffineries en échange d'un accès aux hydrocarbures du pays (quatrième réserve gazière du continent). Cette stratégie a été couronnée de succès puisque Gazprom a remporté 33 % de l'important champ gazier d'El Feel en décembre 2008. La Libye vend quasiment toute sa production gazière à l'Europe ; le TSGP est loin de ses frontières, mais dans une stratégie régionale, sa participation ne serait pas dénuée de sens.

Cette stratégie d'encerclement de tous les États gaziers à même d'approvisionner le TSGP ou de liquéfier du gaz à destination de l'UE a été décrite très précisément dans un rapport du Centro Nacional de Inteligencia (services secrets espagnols). Rendues publiques par le quotidien *El Publico* en avril 2009, les conclusions de ce rapport mettent en exergue l'idée que la stratégie d'accords tous azimuts de Gazprom en Afrique et au Moyen-Orient a comme unique finalité de contrôler tous les circuits d'approvisionnement de gaz vers l'Union européenne. Si ce rapport est excessif en considérant l'encerclement européen comme le seul objectif des Russes, il a le mérite de mettre en valeur la crainte de certains pays de l'Union d'être mis sous « tutelle » énergétique par son grand voisin de l'Est.

Les accords de Gazprom en Afrique n'ont pas, comme nous l'avons dit, comme but unique l'encerclement européen. La Russie cherche aussi à retrouver une certaine influence économique et diplomatique auprès des pays africains. La chute de l'URSS lui a fait perdre ses relations privilégiées avec certains pays du continent comme l'Algérie, la Libye, la Guinée, l'Angola ou le Mozambique ; elle concentre désormais ses efforts dans les pays où elle peut se faire payer de retour avec des contrats commerciaux comme dans l'énergie ou les mines. Elle aide aussi ses compagnies privées à faire des affaires. Le dernier voyage du président Medvedev de juin 2009 est à ce titre illustratif : une délégation de deux cents chefs d'entreprise l'accompagnait. Medvedev mène, comme son Premier ministre Vladimir Poutine, une diplomatie africaine très dirigée vers les affaires, en n'oubliant pas le pilier central : l'énergie. La Russie possède les premières réserves mondiales de gaz avec 43 trillions de pieds cubes, soit 23,4 % des volumes découverts jusqu'à maintenant<sup>36</sup>. Elle vend déjà une bonne partie de son gaz à l'UE et n'arrive

---

<sup>36</sup> BP Statistical Review of World Energy 2009.

pas encore à développer d'autres relais de croissance : la vente de pétrole et gaz compte pour plus de 60 % des exportations du pays. Elle doit donc mener une politique très en amont pour, à terme, profiter des autres projets approvisionnant en gaz l'UE. Cependant, ses intentions concernant le TSGP ne sont pas encore clairement discernables. Durant leurs voyages africains, les dirigeants russes donnent l'impression de parler du TSGP pour faire plaisir à leurs hôtes sans convaincre vraiment qu'ils croient à sa pertinence économique et sécuritaire. S'il se réalise, ils veulent en être l'un des partenaires, mais s'il ne se fait pas, cela n'a apparemment pas beaucoup d'importance à leurs yeux, et c'est même probablement stratégiquement préférable pour eux car cela met de côté une opportunité de diversification pour l'Europe. L'absence d'avancée sur le TSGP leur donne du temps pour mieux s'implanter dans les pays du golfe de Guinée et tenter d'obtenir des réserves à développer. Comparée à la Russie, l'Europe manque de réactivité, se contentant pour le moment de déclarations d'intention sans lendemain. Elle fait la course derrière les dirigeants russes, mais ne s'est encore engagée sur rien de concret, au grand déplaisir des Nigériens et Algériens. Le dernier voyage, le 10 février 2010 à Lagos, du vice-président de la BEI en charge de l'Afrique subsaharienne, Plutarchos Sakellaris, ne va pas dans le sens d'un changement de la politique énergétique européenne envers le TSGP. P. Sakellaris a en effet signé pour 240 millions d'euros de prêt pour l'amélioration du réseau électrique ainsi que pour la création d'une *National Gas Distribution Grid* (réseau gazier national) ; absolument aucun financement n'a été prévu pour le gazoduc transsaharien<sup>37</sup>.

---

<sup>37</sup> *Africa Energy Intelligence*, n° 622, 16 février 2010.

## Des compagnies internationales aux discours tactiques

---

Le Trans Saharan Gas Pipeline est un projet coûteux : on a parlé de 7, puis de 10 milliards de dollars et on évoque désormais le chiffre de 21 milliards de dollars (ce dernier montant semble tout de même exagéré). La construction du TGSP prendrait des années et nombreux sont les dangers menaçant son tracé. Cependant, plusieurs sociétés européennes ont déjà déclaré l'intérêt qu'elles portent à ce gazoduc, qui serait le plus long d'Afrique et l'un des plus longs du monde. Les plus importantes sont Total (France), ENI (Italie) et Gas Natural et Repsol (Espagne). Des dirigeants de Total se sont exprimés à deux reprises en 2009 à ce sujet : une première fois par l'intermédiaire du directeur Nigeria du groupe, Guy Maurice, le 25 février lors d'un sommet pétrolier à Abuja, et ensuite par la voix du directeur Afrique du Nord, Jean-François Arrighi de Casanova, lors d'un entretien à la revue *Pétrole et Gaz Arabes* en mars 2009. Ces deux dirigeants déclarent, en substance, qu'après avoir étudié les données techniques disponibles, le TSGP leur semble intéressant. Le PDG d'ENI, Paolo Scaroni, est un peu plus explicite dans un entretien donné à l'hebdomadaire français *Jeune Afrique* en mai dernier : « Le projet mené par la Sonatrach et la NNPC nous intéresse en particulier car nos équipes maîtrisent la technologie de transport à haute pression nécessaire au développement de ce gazoduc ». Quant à Gas Natural et Repsol<sup>38</sup>, elles ont manifesté leur volonté d'intégrer le projet à plusieurs reprises en 2009, restant cependant assez vagues tout comme leurs homologues. Connaissant les innombrables contraintes et risques de ce gazoduc, on peut s'interroger sur les raisons objectives de l'adhésion de ces sociétés au TSGP alors que la rentabilité est systématiquement le premier critère d'investissement.

L'hypothèse d'une réelle volonté d'investir est peu probable. La raison qui explique le plus logiquement ces interventions publiques est la même que pour Gazprom : le fait de parler du TSGP est une simple stratégie, qui vise à flatter les autorités des pays hôtes du projet, en particulier celles du Nigeria, afin d'obtenir un accès aux réserves et donc aux champs de ce pays. Le TSGP est porté, depuis le début, par les mêmes personnes, les ministres du Pétrole du

---

<sup>38</sup> *Africa Energy Intelligence*, n° 614, 21 octobre 2009,

Nigeria, Rilwanu Lukman<sup>39</sup>, et de l'Algérie, Chakib Khelil, autorités qui, dans leur pays respectif, ont aussi le plus de poids dans l'attribution de contrats d'exploration/production. Quant aux déclarations publiques des majors sur le TSGP, elles sont, en grande partie, la conséquence d'un repositionnement tactique. Les sociétés pétrolières ont besoin de renouveler leurs réserves pétrolières et gazières à tout prix, pour ne pas voir leur cours de bourse chuter. Depuis la dernière flambée des cours du pétrole, les conditions d'accès aux ressources se sont considérablement durcies, y compris en Afrique. Total développe de multiples projets au Nigeria (une cinquantaine de permis) et ENI y est également très bien implantée par l'intermédiaire de sa joint-venture avec la NNPC. Ces sociétés veulent continuer à y travailler et pouvoir éventuellement prendre peu à peu l'ascendant sur leurs rivaux : Royal Dutch Shell<sup>40</sup>, Exxon-Mobil et Chevron-Texaco. Le Nigeria, dans son *Gas Masterplan*, a prévenu qu'il ne donnerait plus accès aux ressources sans un engagement contractuel des sociétés pour développer les zones aux abords des champs. Les États producteurs ont compris qu'en tant que détenteurs des réserves, ils sont en position de force et doivent faire payer au prix fort une ressource épuisable et finie ; la question est devenue centrale pour la souveraineté de ces États. Quant à Gas Natural et Repsol, elles essaient désespérément d'entrer dans l'exploration au Nigeria depuis plusieurs années ; parler du TSGP leur permet probablement d'être mieux accueillies à Abuja. Toutes ces sociétés suivent donc la même stratégie que Gazprom : dans le cas où le TSGP se réaliserait, elles auraient intérêt à y être associées car elles seraient toutes concernées directement par ce gaz à destination de l'Europe. Le Transsaharien arriverait directement de l'Algérie en Italie et en Espagne et le gaz remonterait vers la France : que les plus grosses sociétés de ces trois pays s'y intéressent paraît donc logique, et ce d'autant plus que la concurrence dans l'industrie de construction des gazoducs et oléoducs est de plus en plus mondialisée<sup>41</sup>. Il est frappant de voir que, hormis ces compagnies européennes directement concernées par la réalisation du TSGP, aucune autre société, américaine ou asiatique par exemple, n'a pour le moment manifesté d'intérêt. Cela s'explique par le fait que le TSGP

<sup>39</sup> R. Lukman était, lors du lancement du projet en 2001, conseiller pour les hydrocarbures du président nigérian Olusegun Obasanjo.

<sup>40</sup> Shell a très mauvaise réputation au Nigeria depuis les problèmes politiques des années 1990 où elle a été accusée d'être complice du pouvoir de Sani Abacha. En outre, étant la major la plus ancienne dans le Delta et celle qui produit le plus, elle est d'autant plus exposée. Actuellement, le gouvernement nigérian soulève des difficultés pour le renouvellement de plusieurs de ses permis.

<sup>41</sup> L'une des compagnies publiques libyennes, Tamoil Oil, s'est beaucoup investie dans la construction d'oléoducs ces dernières années avec plusieurs projets en République démocratique du Congo ainsi qu'en Ouganda pour amener les produits pétroliers de la ville kenyane d'Eldoret à Kampala (projet pour lequel les travaux sont régulièrement repoussés). Les Chinois possèdent également de nombreuses sociétés capables de construire des oléoducs et des gazoducs dans des conditions difficiles et sur des distances de plusieurs milliers de kilomètres.

n'inspire toujours pas confiance aux professionnels du secteur. D'ailleurs, l'apparition d'offres financières fermes de sociétés chinoises, malaisiennes ou des géants américains déjà présents au Nigeria, pourrait signifier que le transsaharien n'est plus un projet mirage sans fondement solide, mais qu'il fait partie des projets viables, intéressants financièrement. En conclure que le TSGP n'est actuellement qu'un « cheval de Troie » pour les sociétés qui veulent maintenir ou créer de bonnes relations avec Abuja et Alger ne semble pas exagéré.



## Conclusion

---

Le projet du Trans Saharan Gas Pipeline est en discussion, au plus haut niveau, depuis le début des années 2000, et a connu plusieurs avancées non négligeables. La première est sa faisabilité technique, validée par une étude technique remise en 2006 aux gouvernements des pays membres du projet. Ceux-ci ont également créé une organisation de suivi, à différents niveaux de responsabilité. Des réunions à intervalle régulier permettent ainsi d'avancer pour surmonter les obstacles qui divisent les États partenaires du TSGP. L'étude de faisabilité a cependant mis en évidence certains problèmes que les gouvernements n'ont toujours pas résolus, comme celui de la disponibilité des réserves gazières du Delta, point essentiel que les investisseurs ne peuvent négliger.

L'analyse de tous les éléments du tracé et des réalités géopolitiques semble indiquer que le gazoduc ne sera pas construit dans l'immédiat. Ce délai n'est en rien imputable à des contraintes techniques qui seraient insurmontables : la construction de gazoducs de 4 000 kilomètres est désormais maîtrisée par de nombreux contractants. Au niveau de la topographie, il existe certes quelques difficultés qui alourdissent le coût du projet, comme le passage par le massif du Hoggar, mais rien d'insurmontable pour les compagnies spécialisées. Il faut attendre de connaître le choix définitif du tracé pour étudier les solutions proposées par les promoteurs devant ce type d'obstacles.

C'est l'inhospitalité des zones traversées, géopolitiquement dangereuses du fait des conflits passés ou en cours, qui sera l'un des défis majeurs du projet. L'incertitude de la réalisation tient aussi à des raisons d'ordre économique et des choix géopolitiques de l'Union européenne en termes de sécurité énergétique : aujourd'hui, aucun investisseur privé, aucun bailleur de fonds, aucun pays n'ont dépassé la simple déclaration d'intention pour le TSGP. L'UE elle-même, pourtant acculée à une diversification de ses approvisionnements dans un futur proche du fait de la baisse annoncée de sa production interne, n'appuie pas concrètement ce projet. Elle importe seulement 20 % du pétrole produit au Nigeria mais déjà 80 % du gaz. Or, depuis les problèmes dans le Delta, exacerbés depuis 2006 par les actions du MEND et la hausse des coûts des industries de service pétrolier, tous les projets de construction d'usines de LNG sont gelés. A fortiori, un gazoduc au coût bien supérieur est peu susceptible de susciter l'enthousiasme de la part des pays membres. Pour assurer la sécurité de ses approvisionnements, l'UE est donc susceptible de

poursuivre sa stratégie actuelle de développement des projets de gaz naturel liquéfié grâce au gaz venant entre autres du golfe Persique, des États-Unis et de l'Égypte. Plusieurs terminaux de regazéification sont d'ailleurs en construction dans les pays bordant la côte nord de la Méditerranée. Ce choix vers une préférence du transport par méthanier ne contredit cependant en rien son soutien aux projets Medgaz et Galsi, tous deux portés par des sociétés majoritairement privées. Mais, pour le moment, ces deux projets seront uniquement alimentés par du gaz algérien. Si l'UE a jusqu'à présent réagi médiatiquement sur le TSGP, c'est dans l'unique objectif de contrer Gazprom et non par conviction que le projet est central dans sa stratégie de diversification.

Les nombreux entretiens que l'auteur a menés avec des pétroliers et des banquiers montrent combien le projet du TSGP semble utopique aujourd'hui, quasiment dix ans après son lancement formel. Les oléoducs et gazoducs exigent toujours un temps de réalisation long, mais les obstacles semblent ici particulièrement difficiles à surmonter. La seule chance de ce gazoduc serait d'être financé, au moins en partie, par les pays traversés, pour attirer d'autres acteurs. Or, le Nigeria, peuplé de 150 millions d'individus, est exsangue financièrement. L'Algérie a des réserves importantes en devises (grâce à la période faste 2003-2008) mais ne compte pas payer la part de son grand voisin du Sud. Quant au Niger, il reste parmi les pays les plus pauvres du continent.

De plus, il faudrait aussi des garanties fermes des bailleurs de fonds pour que les sociétés privées s'engagent à investir le moindre dollar. Le cas du TSGP ressemble à celui de l'oléoduc Doba/Kribi, construit en 2002-2003 pour transporter le pétrole du Sud du Tchad aux côtes camerounaises, pour l'exportation. Si la Banque mondiale n'avait pas garanti le projet et déboursé une part du coût des travaux, (quelques centaines de millions de dollars), il ne se serait jamais matérialisé. Les compagnies privées comme Exxon-Mobil avaient amplement les moyens de financer les 3,7 milliards de dollars, coût total du projet. Cependant, elles avaient besoin d'une sorte d'assurance de la Banque mondiale pour se lancer dans un investissement de cette ampleur, en particulier au Tchad où les problèmes de gouvernance sont légion. Malheureusement, ce montage ne peut pas servir de modèle, car le Tchad, après avoir remboursé la totalité de ses prêts à la Banque mondiale fin 2008, a clos le projet pétrole de la Banque à N'djamena. Celle-ci n'a donc plus aucun contrôle sur la gouvernance du pétrole au Tchad. Les États producteurs africains acceptent de moins en moins l'interventionnisme des bailleurs de fonds dans leurs affaires intérieures et ils le font savoir. La Banque mondiale, sérieusement échaudée, réfléchira à deux fois avant de s'investir à nouveau dans un projet, en l'occurrence encore plus compliqué par le nombre d'acteurs concernés, les sommes en jeu et le problème d'accès aux réserves. Sans clarification sur ce dernier point, on peut être certain que le projet restera à l'état d'études.